

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 1999 — 4042

[C - 99/29706]

**9 DECEMBRE 1999. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération linguistique, culturelle, éducative et scientifique entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la République française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'Accord de coopération linguistique, culturelle, éducative et scientifique entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la République française, fait à Bruxelles, le 22 mars 1999, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 décembre 1999.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,  
C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,  
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

Note

(1) *Session 1999-2000.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 19-1. — Rapport, n° 19-2. — Erratum, n° 19-3.  
*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 30 novembre 1999.

**Accord de coopération linguistique, culturelle, éducative et scientifique  
entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la République française**

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la République française, ci-après dénommés les Parties :

— reconnaissant l'intensité et la réciprocité traditionnelles des liens intellectuels, culturels et scientifiques entre la Communauté française de Belgique et la France;

— considérant que la communauté de langue, la proximité géographique et la participation aux instances appropriées de l'Union européenne comme à celles de la Francophonie appellent des actions et des politiques conjointes;

— désireux d'affermir le rôle de la langue française en Europe et dans le monde;

— convaincus de la nécessité de donner à sa place au sein de l'espace européen à une communauté culturelle de langue française qui participe de la diversité culturelle européenne;

— désireux de favoriser la connaissance réciproque de leurs réalités historiques, géographiques, sociales, culturelles et linguistiques;

— attachés au respect de leurs engagements internationaux et de leurs valeurs communes;

- se situant dans une perspective d'ouverture aux autres partenaires francophones et aux autres cultures européennes;
  - considérant l'Accord culturel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique signé le 15 janvier 1970;
  - compte tenu des compétences reconnues aux Communautés par les réformes institutionnelles réalisées depuis lors en Belgique;
- sont convenus ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Les Parties coopèrent dans les domaines suivants :

1. la promotion de la langue française;
2. la culture;
3. la presse et l'audiovisuel, y compris les organismes de radiodiffusion ainsi que les nouvelles technologies de l'information;
4. la jeunesse;
5. les sports;
6. l'enseignement de tous niveaux;
7. la formation universitaire et la recherche.

Art. 2. Les Parties stimulent et renforcent les coopérations entre les personnes et les institutions œuvrant dans les secteurs énumérés à l'article 1<sup>er</sup> en encourageant les productions et les initiatives conjointes dans le respect des spécificités de chacune des Parties.

Art. 3. Elles encouragent la coopération de leurs organismes compétents chargés des questions relatives à la langue française.

Art. 4. Les Parties se concertent sur les initiatives à prendre pour développer l'emploi du français dans les organisations internationales où il a le statut de langue officielle ou de travail, de même que pour assurer l'enseignement et la diffusion du français en pays tiers.

Art. 5. En matière d'enseignement des langues, les Parties peuvent, après concertation, décider d'actions communes, en particulier dans les domaines suivants :

- l'enseignement de la langue maternelle;
- l'enseignement des autres langues, ou dans les autres langues;
- la didactique du « français langue étrangère » à destination de pays tiers;
- la formation à la langue française, initiale et permanente, des fonctionnaires internationaux et des fonctionnaires des pays tiers.

Art. 6. Dans le domaine de l'enseignement scolaire et supérieur, les Parties procèdent à des échanges réguliers d'informations sur l'organisation de leurs systèmes de formation respectifs et à des échanges d'expériences. Elles peuvent, après concertation, décider d'actions, communes en matière de programmes d'enseignement et de conditions d'accès aux études, y compris dans leurs établissements scolaires et culturels situés en pays tiers. Elles encouragent la coopération directe entre les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et particulièrement les échanges de jeunes, tant dans le cadre des programmes communautaires que dans celui de programmes bilatéraux, y compris transfrontaliers.

Art. 7. Dans le domaine de la culture, les Parties peuvent, après concertation, décider d'actions communes, y compris en pays tiers, en particulier dans les domaines suivants :

- le livre, la littérature, la lecture publique, les archives;
- la musique, la danse;
- les musées;
- les spectacles vivants et les arts visuels;
- les industries culturelles, y compris la cinématographie, l'audiovisuel et les nouvelles technologies de l'information;
- la jeunesse et les sports;
- l'aide à la presse écrite.

Art. 8. Dans le domaine audiovisuel, les Parties coopèrent également en vue de la promotion du français et de la Francophonie dans le monde par la radio, la télévision, et les nouvelles technologies de l'information.

Art. 9. Dans le domaine de la recherche, les Parties soutiennent les projets conjoints émanant de leurs institutions scientifiques et universitaires, et en particulier les projets susceptibles de bénéficier de financements multilatéraux. Elles veillent à assurer la place du français dans ces projets.

Art. 10. Les Parties encouragent la coopération décentralisée, notamment transfrontalière, entre les collectivités territoriales dans les domaines couverts par le présent Accord.

Art. 11. Elles veillent également à ouvrir leur coopération à d'autres partenaires et à prendre en compte les possibilités offertes par les programmes multilatéraux, notamment ceux de l'Union européenne et de la Francophonie.

Art. 12. Dans le but d'assurer le suivi et l'évaluation du présent Accord, les Parties créent une Commission mixte qui se réunit à intervalle régulier alternativement à l'initiative de chacune des Parties.

Art. 13. Les ministres chargés des Relations internationales de chacune des Parties ainsi que les ministres chargés des domaines couverts par le présent Accord, se rencontrent, en tant que besoin, pour évaluer la coopération en cours, en définir les grandes orientations et se concerter sur des positions communes.

Art. 14. Les Parties peuvent organiser la coopération de leurs services respectifs dans les domaines couverts par le présent Accord.

Art. 15. Les actions de coopération visées aux articles précédents sont menées dans la limite des disponibilités budgétaires de chacune des Parties.

Art. 16. Le présent Accord est conclu pour une période de cinq ans. Il est reconduit pour des périodes de trois ans si aucune des Parties ne le dénonce par écrit au moins six mois avant l'expiration de la période de validité.

Art. 17. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière notification attestant que les procédures relatives à l'approbation de l'Accord ont été accomplies.

Bruxelles, le 22 mars 1999.

En deux exemplaires originaux, chacun en langue française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Pour le Gouvernement de la République française :

Le Ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie,  
Ch. JOSSELIN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 1999 — 4042

[C - 99/29706]

**9 DECEMBER 1999.** — **Decreet houdende goedkeuring van het taalkundig, cultureel, educatief en wetenschappelijk samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Regering van de Franse Republiek** (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het taalkundig, cultureel, educatief en wetenschappelijk samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Regering van de Franse Republiek, opgemaakt te Brussel op 22 maart 1999, zal geheel inwerking treden.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt.

Brussel, op 9 december 1999.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan K&G,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secuncair Onderwijs, Kunsten en Letteren,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,  
C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie.  
Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,  
N. MARECHAL

---

Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 19-1. — Verslag, nr. 19-2. — Erratum, nr. 19-3.  
*Integraal verslag.* — Debat en aanneming. Zitting van 30 november 1999.

**Taalkundig, cultureel, educatief en wetenschappelijk samenwerkingsakkoord  
tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Regering van de Franse Republiek**

De Franse Gemeenschapsregering van België en de Regering van de Franse Republiek, hieronder de Partijen genaamd;

- die de sterke en wederkerige traditionele intellectuele, culturele en wetenschappelijke band tussen de Franse Gemeenschap van België en Frankrijk erkennen;
  - die menen dat de gemeenschappelijke taal, de geografische nabijheid en de inspraak in de passende instellingen van de Europese Unie en deze van de Francophonie oproepen tot gezamenlijke handelingen en beleidskoersen;
  - die de rol van het Frans in Europa en in heel de wereld wensen te versterken;
  - die overtuigd zijn van de noodzaak haar plaats in de Europese ruimte te geven aan een Franstalige culturele gemeenschap die bijdraagt tot de Europese culturele verscheidenheid;
  - die de wederzijdse kennis van hun historische, geografische, sociale, culturele en taalkundige eigenheid willen verruimen;
  - die hun internationale verbintenissen en gemeenschappelijke waarden moeten eerbiedigen;
  - die zich openstellen ten aanzien van de andere Francofone partners en andere Europese culturen;
  - die het Cultuurakkoord tussen de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Koninkrijk België, ondertekend op 15 januari 1970, in acht nemen;
  - die rekening houden met de erkende bevoegdheden aan de Gemeenschappen door de sedertdien in België doorgevoerde staatshervormingen;
- zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Partijen werken samen op de volgende vlakken :

1. de bevordering van het Frans;
2. de cultuur;
3. de pers en de audiovisuele sector, met inbegrip van de organen voor radio-omroep en de nieuwe informatietechnologieën;
4. de jeugd;
5. de sport;
6. het onderwijs van alle niveaus;
7. de universitaire vorming en het onderzoek.

Art. 2. De Partijen stimuleren en versterken de samenwerkingsverbanden tussen de personen en de instellingen die actief zijn in de domeinen bedoeld in artikel 1 door gezamenlijke projecten en initiatieven aan te moedigen en dit met respect voor de specifieke eigenheid van elkeen van beide Partijen.

Art. 3. Zij bevorderen de samenwerking tussen hun bevoegde organen die zich belasten met kwesties omtrent de Franse taal.

Art. 4. De Partijen plegen overleg omtrent initiatieven die dienen te worden genomen ter bevordering van het gebruik van het Frans in de internationale instellingen waar zij een officiële taal of werktal is alsook om ervoor te zorgen dat het Frans in derde landen onderwezen en verspreid wordt.

Art. 5. Inzake het onderricht van talen kunnen de Partijen, na overleg, beslissen tot gezamenlijke acties, meer bepaald in volgende domeinen :

- het onderricht van de moedertaal;
- het onderricht van andere talen of in andere talen;
- de didactiek van het 'Frans als vreemde taal' in derde landen;
- het aanvankelijk en permanent aanleren van het Frans aan de internationale ambtenaren en ambtenaren uit derde landen.

Art. 6. Op het vlak van het gewoon en hoger onderwijs wisselen de Partijen regelmatig ervaringen uit alsook informatie aangaande de organisatie van hun respectieve vormingssytemen. Zij kunnen, na overleg, beslissen tot gezamenlijke acties op het vlak van onderwijsprogramma's en van toelatingsvoorwaarden tot studies, ook in hun culturele instellingen en scholen in derde landen. Zij moedigen de rechtstreekse samenwerking aan tussen de instellingen van het lager, secundair en hoger onderwijs, meer bepaald jongerenuitwisselingen, zowel in het raam van communautaire programma's als in het raam van bilaterale en grensoverschrijdende programma's.

Art. 7. Op het vlak van de cultuur kunnen de Partijen, na overleg, beslissen tot gezamenlijke acties, ook in derde landen, meer bepaald op de volgende vlakken :

- het boek, de literatuur, de openbare lectuur, de archieven;
- de muziek en de dans;
- de musea;
- de levende voorstellingen en visuele kunsten;

- de culturele industriën, met inbegrip van de filmkunst, de audiovisuele sector en de nieuwe informatietechnologieën;
- de jeugd en de sport;
- de bijstand aan de geschreven pers.

Art. 8. Op het vlak van de audiovisuele sector werken de Partijen eveneens samen met het oog op de bevordering van het Frans en van de Francofonie in de wereld via de radio, de televisie en de nieuwe informatietechnologieën.

Art. 9. Op het vlak van het onderzoek ondersteunen de Partijen de gezamenlijke projecten die op het getouw worden gezet door hun wetenschappelijke en universitaire instellingen en meer bepaald de projecten die meerzijdige financieringen kunnen genieten. Zij waken over de rol van het Frans in deze projecten.

Art. 10. De Partijen moedigen de gedecentraliseerde en grensoverschrijdende samenwerking aan tussen territoriale gemeenschappen en dit op alle vlakken die in dit Akkoord zijn vervat.

Art. 11. Zij zorgen er tevens voor dat de samenwerking wordt uitgebreid naar andere partners en houden rekening met de mogelijkheden die worden geboden door de multilaterale programma's, met name deze van de Europese Unie van de Francofonie.

Art. 12. Voor een goede opvolging en evaluatie van dit Akkoord richten de Partijen een gemengd Comité op dat, op afwisselend alternatief van een der beide Partijen, op regelmatige tijdstippen vergadert.

Art. 13. De ministers van beide Partijen die bevoegd zijn voor de Internationale Betrekkingen alsook de ministers die bevoegd zijn voor de domeinen die vervat zitten in onderhavig Akkoord vergaderen, wanneer nodig, om de lopende samenwerking te evalueren, er de grote richtlijnen van te bepalen en om overleg te plegen over de gezamenlijke standpunten.

Art. 14. De Partijen kunnen hun respectieve diensten laten samenwerken op de vlakken die dit Akkoord omvat.

Art. 15. De samenwerkingsacties bedoeld in voorgaande artikelen worden genomen in naleving van de budgettaire ruimte van elkeen van beide Partijen.

Art. 16. Dit Akkoord wordt gesloten voor een duur van vijf jaar. Deze duur wordt verlengd met telkens drie jaar indien geen van de Partijen het Akkoord schriftelijk verbreekt en dit minstens zes maanden voor het verstrijken van de geldigheidsduur.

Art. 17. Dit Akkoord treedt in werking de eerste dag van de tweede maand die volgt op de dag van ontvangst van de laatste betekening waarin verklaard wordt dat de procedures aangaande de goedkeuring van het Akkoord zijn volbracht.

Brussel, op 22 maart 1999.

In twee originele exemplaren, elk opgesteld in het Frans.

Voor de Franse Gemeenschapsregering van België :  
De minister van Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

Voor de Regering van de Franse Republiek :  
De gevlmachtigde minister voor de Samenwerking en de Francofonie,  
Ch. JOSSELIN



F. 1999 — 4043

[99/29279]

**7 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 1998 portant application de l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 1998 portant application de l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 1998 portant application de l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, les termes « et pour la région de Bruxelles-Capitale » sont insérés entre les termes « pour la région de langue française » et les termes « , composées de la manière établie à l'annexe du présent arrêté ».